Burundi : 21 blessés dans l'explosion de cinq grenades

Source AFPVingt-et-une personnes ont été blessées, dont deux grièvement dans l'explosion de cinq grenades dans la nuit de vendredi à samedi au Burundi, portant à deux morts et 37 blessés le bilan, de source policière, d'une semaine d'attaques à la grenade dans ce pays engagé dans un marathon électoral crucial pour son avenir. "Cette nuit, deux grenades ont été lancées dans un bar et près d'une boucherie de la ville de Kayanza (nord), elles ont fait 20 blessés dont deux grièvement", a annoncé le porte-parole de la police, le major Pierre Chanel Ntarabaganyi.

"Une troisième grenade a explosé dans la ville de Muramvya (centre) et a blessé un enfant toujours dans la nuit de vendredi à samedi, alors deux autres ont été lancées contre une patrouille de la police dans le village de Mpanda (ouest) sans faire de victime", a-t-il ajouté. "Dix-sept suspects ont été arrêtés à Mpanda et quatre autres à Kayanza, et sont entrain d'être interrogés par la police", a poursuivi le major Ntarabaganyi. Le Burundi fait face depuis une semaine à une vague d'attaques à la grenade, ainsi qu'à des incendies criminels de permanences du parti au pouvoir. Le porte-parole de l'armée, le colonel Gaspard Baratuza, avait attribué vendredi la recrudescence récente d'actes de violences au Burundi à des actes "de sabotage pour que la présidentielle (du 28 juin) ne se passe pas aussi bien que les communales" du 24 mai. Ces violences s'inscrivent dans un climat de forte tension politique au Burundi où l'opposition conteste les résultats des élections communales largement remportées par le parti du président sortant Pierre Nkurunziza. Six candidats de l'opposition se sont retirés de la présidentielle du 28 juin, où M. Nkurunziza est désormais l'unique candidat. "Il y a apparemment un raidissement du pouvoir car le ministre burundais des Relations extérieures a accusé l'opposition, au cours d'une rencontre avec le corps diplomatique vendredi à Bujumbura, d'être en train de chercher à renverser le gouvernement", a expliqué un diplomate, sous couvert d'anonymat, disant craindre "désormais une plus grande répression de l'opposition politique". Depuis la contestation des élections communales, une centaine de militants de l'opposition ont été arrêtés et écroués, certains pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, a-t-on appris à sources concordantes. Le Burundi sort de 13 ans de guerre civile qui ont ruiné son économie et fait plus de 300.000 morts, essentiellement des civils.